

EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN AVRIL 2012

VERSION PROVISOIRE

EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN AVRIL 2012 [SYNTHESE]

L'environnement international reste marqué par la crise de la dette souveraine dans la zone euro qui impacte la sphère bancaire et pèse sur l'activité économique. Toutefois, une atténuation des tensions est observée sur les marchés financiers, grâce aux mesures prises par les pouvoirs publics pour résoudre la crise (mesures de soutien de la BCE¹, mise en place d'un plan d'aide au profit de la Grèce et soutien aux banques espagnoles en difficulté). Des risques persistent tout de même, liés notamment à une possible recrudescence de la crise dans la zone euro et à la flambée des cours du pétrole si les incertitudes géopolitiques s'accroissent.

Selon les estimations du FMI, **la croissance mondiale** ressortirait à 3,5% en 2012 contre 3,9% en 2011. Elle serait soutenue par le dynamisme des pays émergents et en développement (+5,7%) tiré notamment par la Chine (+8,2%) et l'Inde (+6,9%). Dans les pays avancés, les Etats-Unis (+2,1%) et le Japon (+2,0%) enregistreraient un raffermissement de leur croissance tandis que la zone euro verrait son PIB réel se contracter de 0,3%.

Sur **les marchés des matières premières**, les cours du cacao sont largement en deçà de leur niveau de la même période de 2011. S'agissant du pétrole brut, les cours s'inscrivent en repli depuis le mois d'avril 2012 et passent de 122,9 dollars à fin mars 2012 à 101,8 dollars le baril à fin mai 2012.

L'inflation mondiale est attendue autour de 4% en 2012, portée principalement par les pays émergents et en développement avec un taux d'inflation de 6,2% contre 1,9% dans la zone OCDE.

Sur le marché de change, l'euro continue de se déprécier face aux principales monnaies et reste fortement dépendante de l'évolution de la crise de la dette souveraine.

Au plan national, l'économie poursuit son redressement, grâce à la consolidation de la normalisation sociopolitique et à l'amélioration de l'environnement sécuritaire, malgré des tensions à l'ouest du pays.

Dans le **secteur traditionnel agricole** à fin avril 2012, le coton (204 322,5 tonnes, +43,5%); la banane (124 686,2 tonnes, +17,8%); l'ananas (28 856,8 tonnes, +7,2%); le café (106 733,6 tonnes contre 6 299 tonnes récoltées à la même

période de 2011) et l'anacarde (48 591,5 tonnes contre 4 897,8 tonnes) enregistrent une hausse de la production. Cependant, ces résultats sont amoindris par la contreperformance du cacao (382 136,5 tonnes, -2,1%).

Le coton graine bénéficie des subventions de l'Etat pour le financement des intrants et de l'appui de l'Union Européenne pour la mise à disposition de nouvelles semences. Les fortes hausses du café et de l'anacarde se justifient par la faiblesse de la récolte sur la période correspondante en 2011 du fait de la crise. La filière anacarde est, toutefois, confrontée à la fuite de la production vers le Ghana.

Concernant le cacao, le repli traduit un retour au niveau moyen de production, suite à la production exceptionnelle enregistrée en 2011 du fait des conditions climatiques favorables.

A fin avril 2012, le **secteur minier** se maintient, grâce au dynamisme des productions d'or (+54,3%; 4 133,3 kilogrammes) et de gaz (+10,8%; 19 697 501 MMBTU). L'or profite de la pleine activité de la mine de Tongon tandis que le gaz bénéficie de l'effet de rattrapage, suite à la contraction d'activité observée au cours des premiers mois de l'année 2011. A l'inverse, l'extraction pétrolière baisse (-9,1%; 3 767 915 barils), en liaison avec le déclin naturel des champs pétroliers et le report des investissements prévus en 2011.

A fin mars 2012, la relance de **l'activité industrielle** se poursuit, en relation avec la reprise de la consommation intérieure et des exportations. La croissance de l'indice de la production industrielle hors extraction s'accroît et atteint 31,1% en moyenne sur le premier trimestre, en liaison avec l'évolution favorable des branches « Agroalimentaire » (+37,6%), « Chimie » (+90,1%), « Textile et chaussures » (+57,5%), « Automobile mécanique » (+46,1%), « Energie électrique, Eau » (+11,7%), « Matériaux de construction » (+91,7%) et du BTP (+147,9%).

Toutefois, ces bonnes performances sont atténuées par le recul de l'activité des branches « Bois » (-17,4%) et « Industries diverses » (-22,1%).

La bonne tenue de l'activité industrielle hors extraction est confortée par sa hausse de 10,3% par rapport au premier trimestre 2010.

Les énergies commerciales maintiennent, à fin avril 2012, leur tendance haussière observée depuis

¹ Banque Centrale Européenne

le début de l'année. La production d'**électricité** augmente de 17,7%, grâce à la source thermique (+34,1%). De même, la consommation d'électricité reste soutenue (+36,3%), en liaison avec le dynamisme de l'activité industrielle et la reprise des services. Par contre, les exportations chutent de 53,2% pour se situer à 91,0 Gwh.

La production de **produits pétroliers** bénéficie de la résolution des problèmes de financement de la SIR et du rebond de la consommation intérieure qui a plus que doublé par rapport à fin avril 2011, pour s'afficher à 459 005 tonnes, en progression de 35,7% par rapport à fin avril 2010. Ainsi, la production atteint 723 637 tonnes contre 312 302 tonnes un an plus tôt. Elle augmente de 30,3% par rapport à la période correspondant de 2010, confirmant le redressement du secteur. Les exportations croissent de 91,5% par rapport à 2011 mais ressortent en repli de 15,4% par rapport à la même période de 2010. Elles restent encore freinées par la faiblesse des marges de raffinage internationales.

Les **activités tertiaires** à fin avril 2012, bénéficient du dynamisme des secteurs primaire et secondaire. Les *ventes de détail* progressent de 50,5% et de 22,6% par rapport aux mêmes périodes 2011 et 2010 respectivement. Dans la *branche transport*, l'activité maritime enregistre un accroissement du trafic global de marchandises qui se situe à 8 017,0 tonnes, contre 3 476,6 tonnes à fin avril 2011 et enregistre une hausse de 9,0% par rapport à la même période de 2010. Le trafic aérien de voyageurs progresse quant à lui de 94,0% par rapport à fin avril 2011 mais ressort en recul de 6,2% par rapport à la même période de 2010.

Sur les quatre premiers mois de l'année 2012, l'inflation ressort en moyenne à 0,2%. Ce niveau d'inflation, bien que faible, traduit une hausse des prix à la consommation, par rapport à la même période de l'année précédente marquée par des tensions inflationnistes. Cette évolution résulte du renchérissement des produits des branches « Meubles, articles de ménage et entretien courant de foyer » (+7,9%), « Restaurants et hôtels » (+6,7%), « Articles d'habillement et chaussures » (+2,2%), « Loisirs et culture » (+1,3%), « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+0,5%) et du fléchissement des prix des produits des postes « Communication » (-5,6%), « Santé » (-0,1%) et « produits alimentaires » (-4,1%). Malgré leur baisse, les prix des produits alimentaires restent à des niveaux relativement élevés.

L'inflation en glissement annuel au mois d'avril 2012 se situe à -3,9% et dénote bien la détente sur

les prix, après les fortes tensions inflationnistes observées en avril 2011.

A fin avril 2012, les **échanges extérieurs** bénéficient de la relance de l'activité économique et se caractérisent par un accroissement en valeur des exportations (+64,5%) et des importations qui ont presque triplé. Il s'en dégage un **solde commercial** excédentaire de 219,5 milliards, toutefois en baisse de 61,4% par rapport à fin avril 2011. Le taux de couverture ressort à 114%, en repli de 93,3 points de pourcentage. De même, les prix à l'exportation et à l'importation diminuent respectivement de 9,2% et 4%, induisant une détérioration de 5,4% des termes de l'échange.

Par rapport à fin décembre 2011, l'analyse de la **situation monétaire** à fin mars 2012 fait ressortir un accroissement des avoirs extérieurs nets de 147,3 milliards (+8,1%) et un recul du crédit intérieur net de 80,8 milliards (-2,8%). La baisse du crédit est imputable à la contraction du financement de l'économie de 135 milliards (-6,6%), en raison notamment des remboursements des crédits de campagne et des prêts scolaires massifs contractés au dernier trimestre 2011. A l'inverse, la Position Nette du Gouvernement augmente de 55,1 milliards (+6,7%). Il en résulte une réduction de 72,8 milliards (-1,6%) de la masse monétaire.

Enfin, l'activité boursière poursuit son dynamisme, en relation avec l'amélioration du climat des affaires. Les indices boursiers progressent (BRVM 10 : +13,6% et BRVM composite : +10,9%) et le volume des titres échangés a plus que triplé.

Au total, l'économie ivoirienne reste bien orientée au terme des quatre premiers mois de l'année 2012, soutenue par la reprise des investissements et de la consommation, sous l'effet des mesures de relance prises par le Gouvernement.

Les activités des secteurs secondaire et tertiaire rebondissent tandis que le secteur primaire se maintient, malgré la contraction des productions de cacao et de pétrole brut qui restent toutefois en conformité avec les prévisions pour l'année 2012.

S'agissant des prix des produits alimentaires, ils se situent à des niveaux encore élevés, en dépit de la baisse enregistrée par rapport à la période correspondant de 2011 marquée par des tensions inflationnistes. Les mesures de lutte contre la vie chère devront donc être renforcées avec une accentuation du contrôle des prix sur les marchés.

EVOLUTION DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE A FIN AVRIL 2012

I. LA CONJONCTURE INTERNATIONALE

L'environnement international reste marqué par la crise de la dette souveraine dans la zone euro qui impacte la sphère bancaire et pèse sur l'activité économique mondiale. Toutefois, grâce aux mesures prises par les pouvoirs publics, une atténuation des tensions est observée sur les marchés financiers. Il s'agit notamment des mesures de soutien de la Banque Centrale Européenne (BCE), de la mise en place d'un plan d'aide au profit de la Grèce et du soutien aux banques espagnoles en difficulté. Malgré cette détente, des risques persistent, liés notamment à une possible recrudescence de la crise dans la zone euro et à la flambée des cours du pétrole si les incertitudes géopolitiques s'accroissent.

Dans ce contexte, selon les dernières estimations du FMI, la croissance mondiale ressortirait à 3,5% en 2012 après une réalisation de 3,9% en 2011. Elle serait soutenue par le dynamisme des pays émergents et en développement (+5,7%), tiré notamment par la Chine (+8,2%) et l'Inde (6,9%). En Afrique subsaharienne, la croissance s'établirait à 5,4% contre 5,1% en 2011, en liaison avec l'entrée en production de nouvelles installations d'exploitation minière et le redressement de l'activité après la sécheresse qui a sévi dans les pays sahéliens et les conflits sociopolitiques qu'ont connus certains pays de l'Afrique de l'Ouest.

Au niveau des pays avancés, le taux de croissance se situerait à 1,4%, en deçà du niveau de 1,6% enregistré en 2011. Cette décélération serait imputable à la contraction de l'activité dans la zone euro en 2012 (-0,3%), en relation avec la crise de la dette souveraine et la perte de confiance du système bancaire à financer l'économie. Par contre, aux Etats-Unis (+2,1% contre +1,7% en 2011) et au Japon (+2,0% après -0,7% en 2011) la croissance se raffermirait. L'économie américaine tirerait avantage du recul du chômage et du regain de confiance des ménages tandis que le Japon bénéficierait d'une part, d'un gain de compétitivité lié à la dépréciation du yen et d'autre part, de la reconstruction après les destructions causées par les catastrophes naturelles en 2011.

Sur les **marchés des matières premières**, les cours du cacao sont largement en deçà de leur niveau de la même période de 2011. S'agissant du pétrole brut, les cours s'inscrivent en repli depuis le mois d'avril et passe d'un niveau de 122,9 dollars à fin mars 2012 à 101,8 dollars à fin mai 2012.

L'inflation mondiale serait autour de 4% en 2012, portée principalement par les pays émergents et en développement avec un taux d'inflation de 6,2% contre 1,9% dans la zone OCDE.

Sur le **marché de change**, l'euro poursuit sa dépréciation face aux principales monnaies et reste fortement dépendante de l'évolution de la crise de la dette souveraine.

II. LA CONJONCTURE NATIONALE

Au plan national, l'économie continue de se redresser, grâce à la consolidation de la normalisation sociopolitique et à l'amélioration de l'environnement sécuritaire, malgré les tensions à l'ouest du pays.

1. La production agricole

Dans le secteur traditionnel agricole l'ensemble des spéculations enregistrent de bonnes performances à l'exception du cacao qui recule de 2,1%.

Les productions de coton (204 322,5 tonnes, +43,5%) ; banane (124 686,2 tonnes, +17,8%) ; ananas (28 856,8 tonnes, +7,2%) ; café (106 733 tonnes contre 6 299 tonnes récoltées à la même période de 2011), sucre² (109 937,4 tonnes ; +11,5%) et anacarde (48 591,5 tonnes contre 4 897,8 tonnes à fin avril 2011) sont en progression. Elles bénéficient de l'amélioration de la situation sécuritaire et, pour certaines, des investissements réalisés, à la base de l'amélioration des rendements des surfaces cultivées. Les niveaux de production de ces spéculations ressortent tous en hausse par rapport à ceux de la même période de 2010, à l'exception de l'anacarde (-58,4%) et de la banane (-0,2%).

Le bon résultat du coton graine se justifie principalement par l'amélioration de la qualité des semences, en liaison avec l'appui de l'Union Européenne à travers le projet « Nouvelles semences ». En outre, la filière bénéficie de la subvention allouée par l'Etat pour le financement des intrants (pesticides, engrais).

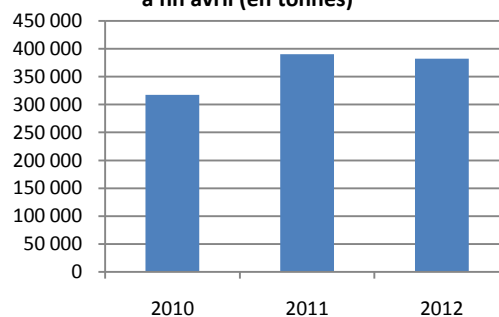
Le sucre tire avantage d'une part, du changement progressif des variétés de cannes vieillissantes par des variétés plus riches en teneur de sucre et d'autre part, des conditions climatiques favorables (bon ensoleillement et bonne pluviométrie).

En dépit de la forte progression de l'anacarde, liée à la non commercialisation pendant la période de crise postélectorale en 2011, le secteur est confronté aux sorties frauduleuses de la récolte vers le Ghana. La production étant captée à travers les exportations, l'ampleur de ce phénomène transparaît dans sa chute de 58,4% par rapport à fin avril 2010. Ces sorties s'expliquent par le prix au producteur plus avantageux offert au Ghana.

Au niveau du café, le rebond de la production se justifie en grande partie par le fait que la période de comparaison de 2011 n'a pas enregistré de récoltes, en raison de l'abandon des plantations du fait de la crise postélectorale. A ces raisons, s'ajoutent également l'amélioration du prix au producteur de 23,7% au cours de la période sous revue et l'exploitation de plantations difficilement accessibles aux paysans de pendant la crise sociopolitique.

³Toutefois, ces bons résultats sont amoindris par la contraction de 2,1% du cacao qui atteint un niveau de 382 137 tonnes à fin avril 2012. La production retrouve son niveau moyen après la réalisation exceptionnelle de 2011 liée aux conditions climatiques favorables. Par ailleurs, la filière cacaoyère souffre du vieillissement des vergers et enregistre une altération de la qualité de des fèves à l'origine de la baisse de 12,8% du prix au producteur en moyenne sur la période écoulée de 2012. Malgré la contreperformance par rapport à 2011, la production cacaoyère enregistre un accroissement de 16,5% par rapport de la période correspondante de 2010.

Graph 1: Evolution de la production de cacao à fin avril (en tonnes)



Source: CGFCC

² Les données du sucre sont à fin mars 2012.

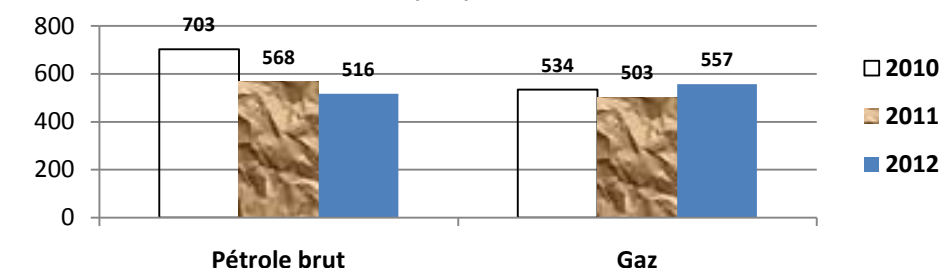
³ Comité de Gestion de la Filière Café-Cacao.

2. La production minière

Le domaine minier se maintient à fin avril 2012, soutenu par l'or et le gaz naturel. La production **aurifère** poursuit son dynamisme grâce à la pleine activité de la mine de Tongon. Elle augmente de 54,3% pour s'afficher à 4 133,3 kilogrammes. S'agissant de la production de gaz, elle croît de 10,8% pour atteindre 19 697 501 MMBTU, en grande partie, sous l'effet du rattrapage suite à la contraction d'activité observée au cours des premiers mois de l'année 2011.

A l'inverse des productions aurifère et gazière, l'extraction pétrolière baisse de 9,1%, en liaison avec le déclin naturel des champs pétroliers et le report des investissements prévus en 2011. La production se situe à 3 767 915 barils à fin avril 2012.

Graph 2: Evolution des productions de pétrole (milliers de tonnes) et de gaz (milliers de mm3) à fin avril



Source: Petroci

3. La production industrielle

A fin mars 2012 et par rapport à la même période de 2011, le rattrapage de l'activité industrielle se poursuit, en relation avec la normalisation de l'environnement socio-économique ainsi que la reprise de la consommation intérieure et des exportations.

Le taux de croissance de l'indice de la production industrielle hors extraction s'accélère et atteint 31,1% en moyenne sur le premier trimestre 2012. Cette évolution favorable de l'activité industrielle provient des branches « Agroalimentaire » (+37,6%), « Chimie » (+90,1%), « Textile de chaussures » (+57,5%), « Automobile mécanique » (+46,1%), « Energie électrique, Eau » (+11,7%), « Matériaux de construction » (+91,7%) et du BTP (+147,9%).

La branche « Chimie » profite de la résolution des difficultés de financement de la SIR au niveau de sa sous branche « Produits dérivés du pétrole ».

En ce qui concerne la branche « Energie électrique, Eau », son évolution est attribuable à l'accroissement de la production d'électricité et à l'augmentation de la production d'eau potable amenée par les nouveaux forages.

Le regain de l'activité du BTP est attribuable à la reprise des grands travaux d'investissements publics et des constructions immobilières.

Cependant, ces bonnes performances sont atténuées par le recul des activités des branches « Bois » (-17,4%) et « Industries diverses » (-22,1%).

La bonne tenue de l'activité industrielle hors extraction est confortée par sa hausse de 10,3% par rapport au premier trimestre 2010. Cette évolution concerne les branches « Agroalimentaire » (+4,1%), « Chimie » (+9,9%), « Textile de chaussures » (+24,3%), « Automobile mécanique » (+61,1%), « Energie électrique, Eau » (+20,5%), « Matériaux de

construction » (+25,6%) et le BTP (+27,3%). La faible progression de l'activité des industries agroalimentaires est imputable à la recrudescence de la fraude. Le marché intérieur est envahi par les produits de contrefaçon qui menacent la survie de certaines unités industrielles.

4. La production et la consommation d'énergies commerciales

A fin avril 2012, les énergies commerciales poursuivent leur tendance haussière observée depuis le début de l'année, aussi bien au niveau de l'activité de raffinage que de la production de l'électricité. De même, les consommations de carburants et d'électricité restent en hausse, dénotant la reprise de l'activité économique.

La production d'**électricité** croît de 17,7%, en dépit du déficit en eau des barrages reflété dans le repli de la production de source hydraulique (-18,5%). Cette hausse est attribuable au rebond de la production de source thermique de 34,1% soutenu par la croissance de la production de gaz naturel et par l'utilisation du HVO pour l'alimentation des centrales. En effet, face aux besoins du secteur de l'électricité au cours de la période sous revue, la disponibilité en gaz naturel s'est avérée insuffisante. Dans ce contexte, le secteur s'est trouvé contraint d'utiliser du HVO pour produire de l'électricité, induisant ainsi une augmentation du coût de production.

Du côté de la consommation, une progression de 36,3% est enregistrée, soutenue à la fois par la haute et moyenne tension (+54,9%) et la basse tension (+21,3%). Le rebond de la consommation de haute et moyenne tension atteste le dynamisme de l'activité industrielle tandis que le regain de la demande d'électricité de basse tension témoigne de la pleine reprise des services privés et publiques. Cette évolution de la consommation intérieure d'électricité réduit la disponibilité résiduelle d'électricité et entraîne par conséquent, une contraction exportations de 53,2%.

La production de **produits pétroliers** rebondit, à la faveur de la reprise d'activité suite à l'arrêt d'un mois de certaines unités pour maintenance, au cours des deux premiers mois de l'année 2012. Le niveau de la production atteint 723 637 tonnes contre 312 302 tonnes un an plus tôt. Il ressort en hausse de 30,3% par rapport à la production à fin avril 2010, confirmant ainsi le redressement du secteur, après les difficultés de financement rencontrées au cours des années précédentes.

Par ailleurs, le secteur bénéficie du redressement de la consommation nationale qui passe de 203 430 tonnes à fin avril 2011 à 459 005 tonnes au terme des quatre premiers mois de l'année 2012. Cette évolution favorable se ressent au niveau des différents produits. Les consommations de super et de gasoil ont plus que doublé, en lien avec la reprise de l'activité. Les achats de butane augmentent quant à eux de 65,3%, grâce à un meilleur approvisionnement des circuits de distribution. Par rapport à la même période de 2010, la consommation de produits pétroliers progresse de 35,7%.

A l'instar de la consommation intérieure, les exportations de produits pétroliers croissent de 91,5% par rapport à fin avril 2011 mais elles restent en repli de 15,4% par rapport à la période correspondante de 2010. Les exportations sont encore freinées par la faiblesse des marges de raffinage internationales.

5. Les activités tertiaires

A fin avril 2012, le secteur tertiaire profite de l'évolution favorable des secteurs primaire et secondaire ainsi que du regain de la consommation des ménages.

L'activité commerciale, mesurée par l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail produit par la BCEAO, progresse de 50,5% en termes nominaux et de 50,3% en termes réels en comparaison à la même période de 2011 marquée par la crise. La hausse en termes nominaux est attribuable au flux des ventes de l'ensemble des rayons, principalement les « Produits pétroliers » (+91,2%), les « Articles d'équipement de la personne » (+90,2%) et les « Automobiles, motocycles et pièces détachés » (+44,7%).

Le rebond des ventes de produits pétroliers est lié à l'accroissement du trafic urbain et inter-urbain, en rapport avec la réduction des barrages et l'amélioration de la situation sécuritaire.

Du côté des « Automobiles, motocycles et pièces détachées », l'augmentation des ventes s'explique par l'exécution d'importantes commandes, en relation avec le redéploiement et le rééquipement de l'administration.

Hors produits pétroliers, l'indice du chiffre d'affaires s'affiche en hausse de 22,9%.

Le dynamisme du commerce de détail est confirmé par la croissance de 22,6% enregistrée par rapport à fin avril 2010, en relation, principalement, avec le rebond des ventes des « Articles d'équipement de la personne » (+30,9%) et de « Produits pétroliers » (+47,3%).

Dans la **branche transport**, à fin avril 2012, **le secteur aérien** enregistre une bonne performance. Le transit direct (+102,7%) et le fret aérien (+26,2%) progressent, de même que le nombre de voyageurs (+94,0%), soutenu notamment par le rebond du segment « Arrivée » (+126,3%) qui confirme l'amélioration de la situation sécuritaire. Cependant, le nombre de voyageurs (-6,2%) et le fret (-2,1%) restent en deçà des réalisations de la même période de 2010.

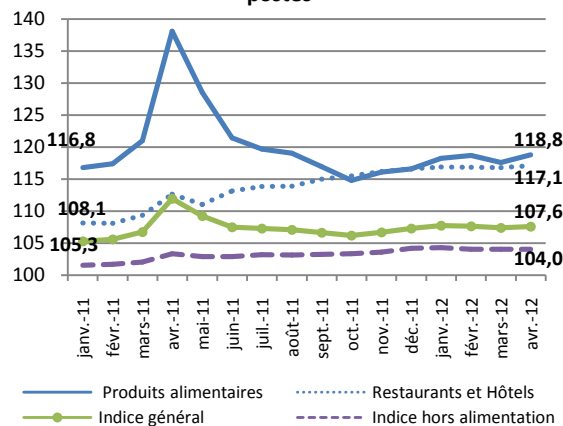
L'activité maritime bénéficie de l'amélioration de la situation socio-politique et de la reprise de l'activité qui se traduit par une augmentation des escales de navires (+121,0%). Il en résulte un accroissement du trafic global des marchandises qui atteint 8 017 tonnes contre 3 476,6 tonnes un an plus tôt et 7 354,0 tonnes à la période correspondante de 2010, tiré à la fois par les importations (+153,2%) et les exportations (+81,9%).

6. Les prix à la consommation

A fin avril 2012, les prix des produits alimentaires ressortent en repli par rapport à leur niveau à la période correspondante de 2011, même s'ils restent à des niveaux relativement élevés. Par rapport au début de l'année, les produits alimentaires renchérissent en raison de la raréfaction saisonnière de certaines denrées.

Sur les quatre premiers mois de l'année 2012, l'inflation ressort en moyenne à 0,2%. Ce niveau d'inflation, bien que faible, traduit une hausse des prix à la consommation, par rapport à la même période de l'année précédente marquée par des tensions inflationnistes. Cette augmentation des prix provient essentiellement des branches « Meuble, articles de ménage et entretien courant de foyer » (+7,9%), « Restaurants et hôtels » (+6,7%), « Articles d'habillement et chaussures » (+2,2%), « Loisirs et culture » (+1,3%), « Logement, eau, gaz,

Graph 3: Evolution de l'indice des prix de quelques postes



Source: Institut National de la Statistique (INS)

électricité et autres combustibles » (+0,5%), et « transport » (+0,5%).

Les produits du poste « Meuble, articles de ménage » enregistrent une hausse des prix, en relation avec le relèvement des prix des produits ligneux et des biens et services liés à l'entretien courant du foyer.

Le poste « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » subit l'augmentation des prix des « Loyers » (+4,7) et des « Services d'entretien et de réparation des logements » (+2,9%), en dépit du fléchissement des prix au niveau de la sous branche « électricité gaz et autres combustibles » (-5,5%) lié aux mesures de contrôle du prix de vente du gaz butane prises par le Gouvernement.

Les hausses des prix des articles d'habillement et chaussures ainsi que des services des loisirs et culture s'expliqueraient notamment par le rebond de la demande.

Toutefois, ces renchérissements sont amoindris par la contraction des prix des produits des postes « produits alimentaires » (-4,1%), « Communication » (-5,6%) et « Santé » (-0,1%).

Les produits alimentaires bénéficient des actions de lutte contre la cherté de la vie qui ont abouti à un meilleur approvisionnement des marchés. Ainsi, le prix de la viande de bœuf avec os et celui du riz importé populaire en vrac ont baissé respectivement de 7,1% et 2,1%.

En ce qui concerne la communication, la diminution des prix s'explique par la concurrence qui règne dans le secteur, notamment avec l'arrivée d'un nouvel opérateur.

Au regard de ces évolutions, il découle une inflation hors alimentation de 1,9% traduisant la source non alimentaire de l'inflation, même si les prix des produits alimentaires restent à des niveaux relativement élevés.

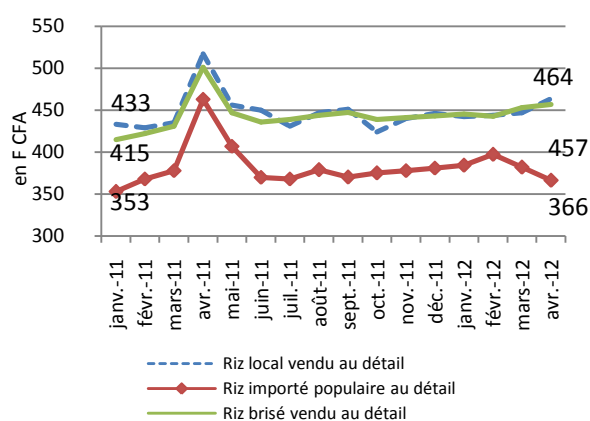
En termes d'origine, l'inflation importée se situe à -0,7% tandis que l'inflation locale ressort à 0,4% à fin avril 2012.

L'inflation en glissement annuel au mois d'avril 2012 se situe à -3,9% et dénote bien la détente sur les prix, après les fortes tensions inflationnistes observées au mois d'avril 2011. Ce fléchissement se ressent particulièrement au niveau des denrées alimentaires (-14,0%) qui tiraient l'inflation un an plus tôt.

Cette baisse est atténuée notamment par l'augmentation des prix des produits des postes « Restaurants et hôtels » (+4,0%), « Meubles, articles de ménage et entretien courant de foyer » (+5,6%), « Articles d'habillement et chaussures » (+1,4%), et « loisirs et culture » (+1,3%).

Par rapport au début de l'année, l'inflation reste faible à 0,3% à fin avril 2012. Cependant, un relèvement des prix alimentaires (+1,9%) est observé, en lien avec la raréfaction saisonnière de certains produits, notamment les « tubercules et Plantains » (+45,8%), les légumes frais (+5,2%) et les fruits (+1,7%). La viande enregistre une hausse de prix de 4,9%, traduisant la tendance au non respect des accords convenus entre l'Etat et les opérateurs de la

Graph 4: Evolution du prix de quelques variétés de riz



Source: INS

filère. Suivant le cycle de l'évolution annuelle de l'inflation par rapport au début de l'année, une accélération est toujours observée au premier semestre, suivie d'une décélération au second semestre avec l'arrivée sur le marché des nouvelles récoltes.

Hors alimentaire, l'inflation par rapport au début de l'année s'affiche à -0,1%, en liaison avec la réduction des prix des produits des postes « articles d'habillement et chaussures » (-2,1%), « Meuble, articles de ménage et entretien courant de foyer » (-0,7%), « Santé » (-0,5%), « loisirs et culture » (-0,8%) et « Enseignement » (-0,3%).

7. Les échanges extérieurs

Afin avril 2012, l'évolution des échanges extérieurs de la Côte d'Ivoire bénéficie de la relance économique et de la chute de l'activité maritime sur la période correspondante de 2011, du fait de l'embargo de l'Union européenne sur les ports. Elle se caractérise par une progression en valeur des exportations de 64,5% et des importations qui ont presque triplé. De même, les exportations et importations en volume rebondissent respectivement de 81,2% et 211,9%.

Au niveau des exportations, la hausse en valeur concerne à la fois les produits primaires (+63,9%), les produits transformés (+65,1%) et les biens d'équipement qui ont plus que triplés.

Du côté des importations, la progression en valeur provient de toutes les composantes, à savoir les biens de consommation (+144,1%), les biens intermédiaires (+170,9%) et ceux d'équipement (+510,5%). Ces évolutions confirment la reprise de la consommation et le regain de l'activité industrielle.

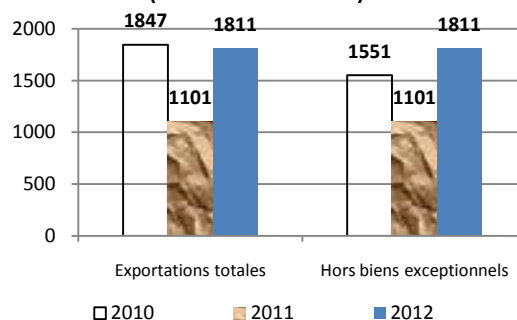
Il en découle un solde commercial excédentaire de 219,5 milliards. Toutefois, en raison de l'accroissement plus important des importations par rapport aux exportations, cet excédent accuse une baisse de 61,4% comparativement à celui réalisé à la même période de 2011.

Par ailleurs, il est noté un fléchissement des prix tant à l'exportation qu'à l'importation, respectivement de 9,2% et 4%, induisant une dégradation de 5,4% des termes de l'échange. Le taux de couverture des importations par les exportations ressort à 114%, en baisse de 93,3 points de pourcentage par rapport à la même période de l'année précédente.

8. La situation monétaire

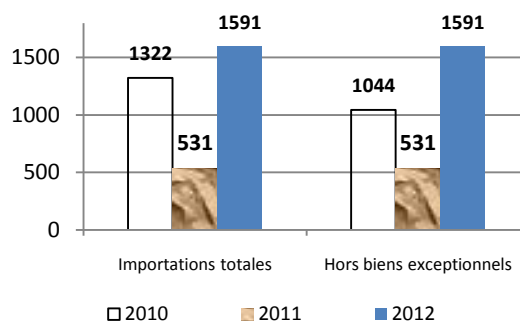
A fin mars 2012 et par rapport à fin décembre 2011, la situation des agrégats monétaires est caractérisée par une augmentation des avoirs extérieurs nets de 147,3 milliards (+8,1%) et une contraction du crédit intérieur de 80,8 milliards (-2,8%). Il en résulte un recul de 72,8 milliards (-1,6%) de la masse monétaire pour se situer à 4 524,1 milliards. Cette évolution se traduit par le repli, à la fois, de la monnaie fiduciaire de 60,4 milliards (-3,9%) et des dépôts en banque de 12,4 milliards (-0,4%).

Graph 5: Evolution des exportations à fin avril (en milliards de FCFA)



Source: Douanes/DCPE

Graph 6: Evolution des importations en valeurs à fin avril (milliards de FCFA)



Source: Douanes/DCPE

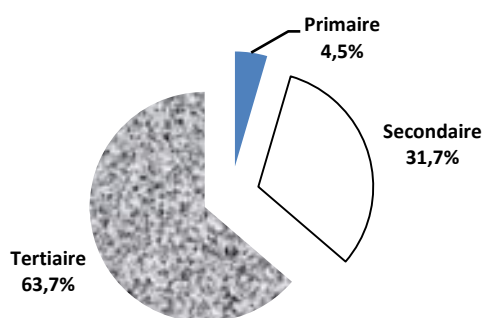
Les avoirs extérieurs nets s'établissent à 1 960,2 milliards à fin mars 2012, en hausse de 147,3 milliards, sous l'effet de la Banque Centrale (+96,2 milliards) et des banques commerciales (+51,0 milliards). La consolidation des avoirs extérieurs nets s'explique par la bonne tenue du solde du commerce extérieur et par la mobilisation des financements extérieurs dans le cadre des souscriptions aux obligations du Trésor lancées sur la période sous revue.

Le crédit intérieur diminue de 80,8 milliards (-2,8%) avec un encours de 2 795,1 milliards à fin mars 2012. Ce résultat provient de la baisse du financement de l'économie tandis que la Position nette du Gouvernement (PNG) augmente.

La *PNG* s'affiche à 877,7 milliards, en progression de 6,7% (+55,1 milliards). Cette détérioration des crédits nets à l'Etat est imputable à l'émission des titres publics pour faire face aux échéances et arriérés de la dette publique.

A l'inverse, *les crédits à l'économie* se contractent de 135,9 milliards (-6,6%) pour se situer à 1 917,4 milliards, du fait de toutes ses composantes. Les crédits de campagne reculent de 37,7 milliards de même que les autres crédits de court terme (-74,5 milliards) et les crédits de moyen et long termes (-23,8 milliards). La baisse des crédits à l'économie est contraire aux attentes, compte tenue de la reprise de l'activité. Cependant, elle pourrait s'expliquer par l'importance, par rapport aux nouveaux emprunts, des remboursements des crédits de campagne et des prêts scolaires massifs contractés au dernier trimestre de 2011.

Graph 7: Répartition du crédit secteur d'activité



Source: Centrale des risques de la BCEAO

Selon l'analyse de la structure des crédits déclarés à la centrale des risques, seulement 4,5% (71,9 milliards) du montant des crédits est orienté vers le secteur primaire et ce faible niveau est constitué à 61,2% de crédits de court terme. Le secteur primaire reste donc encore faiblement financé, alors que le développement de l'agriculture, spécifiquement la production vivrière, est l'un des objectifs clés du Programme National de Développement (PND).

9. Le marché boursier

A fin avril 2012, **l'activité boursière** poursuit son dynamisme grâce à l'amélioration du climat des affaires.

- les indices BRVM 10 et BRVM composite ressortent respectivement à 179,97 points et 154,00 points, en accroissement de 13,6% et 10,9% ;
- la capitalisation boursière (actions et obligations) passe de 3 875,2 milliards à fin décembre 2011 à 4 322,1 milliards à fin avril 2012, en hausse de 11,5%, tirée principalement par le rebond de la capitalisation boursière des actions ;
- le volume des échanges atteint 5 418 563 titres pour une valeur totale de 8 770 651 095 FCFA.

CONCLUSION

Au total, l'économie ivoirienne reste bien orientée au terme des quatre premiers mois de l'année 2012, soutenue par la reprise des investissements et de la consommation, sous l'effet des mesures de relance prises par le Gouvernement.

Les activités des secteurs secondaire et tertiaire rebondissent tandis que le secteur primaire se maintient, malgré la contraction des productions de cacao et de pétrole brut qui restent toutefois en conformité avec les prévisions pour l'année 2012.

S'agissant des prix des produits alimentaires, ils se situent à des niveaux encore élevés, en dépit de la baisse enregistrée par rapport à la période correspondant de 2011 marquée par des tensions inflationnistes. Les mesures de lutte contre la vie chère devront donc être renforcées avec une accentuation du contrôle des prix sur les marchés.